

INEGALITES ET DISPARITES DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL AU MAROC

Par

Omar OUHEJJOU

**Professeur Agrégé d'Économie et de Géopolitique, Institut des Études
Africaines - Mohammed V Université Mohammed V à Rabat.**

omar.ouhejjou@gmail.com

&

Imad EL ALAMI

**Professeur Agrégé de Management et Sciences de Gestion – CPGE, Faculté
des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales - Université Ibn Tofail –
Kenitra.**

&

Fatima Zahra ZAHIRI

**Professeur Agrégée d'Économie et de Géopolitique CPGE, Faculté des
Sciences Juridiques, Économiques et Sociales - Université Hassan II –
Casablanca.**

&

Soukaina DAFIR

**Professeur Agrégée d'Économie et de Géopolitique- CPGE, Faculté des
Sciences Juridiques, Économiques et Sociales - Université Hassan II –
Casablanca.**

Résumé :

L'observation des inégalités de développement révèle que celles-ci n'existent qu'entre pays, cependant, elles sont également présentes voire plus prononcées entre les régions d'un même pays. En effet, au Maroc, les inégalités interrégionales en matière de croissance économique persistent encore. Les indicateurs montrent de fortes disparités dans le développement des différentes régions, ce qui présente des différences dans le cadre de vie des habitants et suscite des changements socioéconomiques. C'est pour cela que nous essayons, à travers le présent travail, de nous intéresser à la question des inégalités et des disparités de développement territorial au Maroc via une analyse d'un ensemble d'études et de résultats permettant ainsi de procéder à une classification des régions du pays, d'en dresser une typologie et de discerner les éventuelles défaillances.

Mots-clés : Inégalités territoriales ; Développement territorial ; Régions ; Territoire ; Croissance économique.

Inequalities and disparities of territorial development in Morocco

Abstract:

The observation of development inequalities reveals that they concern countries only. In fact, they are also present and are more salient between regions within the same country. In Morocco regional inequalities in economic growth still persist. Indicators show significant disparities in the development of different regions, which differentiates the living environment for residents and brings about socioeconomic changes. This work will try to focus on the question of inequalities and disparities of territorial development in Morocco through an analysis of a set of studies and results, allowing us to proceed to classify, to develop a typology of regions of the country and discern any deficiencies and inequalities disturbing their development.

Key-words: Territorial inequalities; Territorial development; Regions; Territory; Economic-growth

INTRODUCTION

L'observation des inégalités de développement révèle que celles-ci n'existent qu'entre pays, cependant, elles sont également présentes voire plus prononcées entre les régions d'un même pays. En effet au Maroc, les inégalités interrégionales en matière de croissance économique persistent encore. Les indicateurs¹ montrent de fortes disparités dans le développement des différentes régions, ce qui présente des différences dans le cadre de vie des habitants et suscite des changements socioéconomiques.

Ainsi, en tant que pays en développement, le Maroc connaît d'importantes disparités entre les douze régions qui composent son territoire. Ces disparités concernent à la fois la croissance démographique, les secteurs sociaux et la dynamique économique. L'évolution de ces disparités est déterminée principalement par trois facteurs : l'urbanisation, la migration et la localisation des activités économiques. En effet, des études (*Haut- Commissariat au Plan 2014-2016*) ont montré une concentration démographique et économique tout au long du littoral atlantique (notamment les régions de : Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima), et des clivages entre les régions du centre et les régions périphériques d'une part, et, d'autre part, entre les régions fortement urbanisées et les régions agricoles.

Ces inégalités nous amènent à s'interroger sur les moyens de les réduire et posent la question d'une éventuelle convergence et d'un rattrapage économique à la place d'une divergence. C'est ainsi que les études régionales demeurent une base incontournable fournissant un diagnostic économique aidant les décideurs à formuler tout plan de développement régional. Ces plans devraient s'inscrire dans une politique de régionalisation volontariste renforcée par le transfert de nouvelles compétences aux régions, ainsi que la réduction des inégalités entre les territoires au moyen d'une répartition efficace des ressources.

C'est pour cela que nous essayerons, à travers le présent travail, à nous intéresser à la question des inégalités et disparités de développement territorial au Maroc via une analyse d'un ensemble d'études et de résultats permettant ainsi de procéder à une classification des régions du pays et d'en dresser une typologie, de discerner les éventuelles défaillances et inégalités freinant leur développement. Ensuite, il sera question de tracer les trajectoires temporelles de développement des différentes régions pour mettre en exergue les avancées réalisées en terme de développement économique.

Pour ce faire, nous procéderons dans un premier titre à une analyse conceptuelle et théorique du territoire, perçu à la fois comme une échelle où se concrétise les déséquilibres régionaux et un angle d'attaque adéquat face à la problématique des inégalités interrégionales. Ensuite, nous nous intéresserons à l'étude de l'émergence de la pensée locale et du développement territorial dans la mesure où ce nouveau champ de recherche continue de créer de nouvelles logiques de développement, visant la réduction des disparités. Finalement, afin de mener à bien notre travail, une étude du cas marocain s'avère indispensable, ainsi nous analyserons l'état des lieux au Maroc face à cette question des inégalités de développement territorial.

1. Le territoire : soubassement théorique d'une variable clé du développement négligée dans la pensée économique

¹ Que nous développerons dans la suite de notre travail

Malgré la diversité des modèles et stratégies adoptées, qui ont permis à certains pays de surpasser une économie agraire basée sur l'exploitation des ressources primaires, ils ont conduit, en revanche, à des échecs considérables se manifestant par un surendettement des pays en développement, une dépendance accrue vis-à-vis de l'extérieur et à la mise en place des programmes d'ajustement structurels préconisés par les institutions financières internationales. Ainsi, lesdits modèles se sont traduits par des politiques qui semblaient être solidement définies, néanmoins, ils ont abouti à des résultats décevants. En conséquence, ces échecs ont conduit à une reconnaissance de la dimension territoriale locale et l'importance de son intégration dans les schémas de développement.

Ainsi, le territoire est perçu comme l'échelle adéquate pour concrétiser le développement, « *il est une composante du développement de la proto-industrialisation à l'industrie moderne* » (Courlet, Pecqueur, 1997). À la différence des politiques d'industrialisation, dites autocentrées, qui souvent conçues à l'échelle d'ensemble, applicables pour toute la société, et négligeant la réalité et la diversité des structures sociales régionales et locales, le territoire a un rôle central, « *Il est le point de rencontre entre les acteurs du développement. Il est aussi le lieu où s'organisent volontairement ou de manière spontanée les formes de coopération entre les différents agents. L'introduction de la notion de territoire permet selon C. Courlet et B. Pecqueur de poser en termes nouveaux la question du développement et implique l'analyse de la diversité des processus plutôt que la recherche de modélisation. Ainsi, le développement ne renvoie plus uniquement à une problématique cantonnée au champ géographique des pays en développement. Elle s'élargit également aux pays développés qui s'emploient de plus en plus à concevoir et à mettre en place des politiques de développement local, alors que dans les pays en développement la dimension locale de l'industrialisation, jusqu'ici sous-estimée, devient un angle d'attaque important* » (Daghri T., 2006). De ce fait, le développement ne peut se faire sans tenir compte des différentes dimensions et composantes du territoire, ce qui a pour corollaire des réflexions centrales sur son rôle dans la dynamique économique et dans l'éradication du phénomène des inégalités territoriales interrégionales.

D'autre part, cette prise en compte du territoire est motivée par la construction territoriale qui caractérise le développement. Ainsi, comme l'avancent Lacour (1985) et Pecqueur (1989), « *les économistes (re)découvrent l'espace. Celui-ci cesse d'être uniquement un coût pour les entreprises, pour jouer, au contraire, un rôle d'ambiance (favorable ou défavorable), de création d'économies ou de déséconomies externes. L'espace n'est pas un simple support d'une concentration d'activité, il est « espace territoire »* (cité par Courlet, Pecqueur, 1997).

Bien entendu, durant les premières années du XIX siècle, la petite production manufacturière localisée était la locomotive essentielle de la croissance française. De même, les travaux² pionniers à propos des régions de la "Terza Italia" ou la troisième Italie relèvent l'importance du territoire dans les dynamiques du développement. Bien avant même, durant la révolution industrielle, on assistait à des localités qui furent des lieux fertiles d'innovation importants. Actuellement, comme en témoignent de nombreux exemples, notamment ceux de la Silicon Valley et de la Route 128 aux États-Unis, le territoire constitue toujours un point de départ de nouvelles activités et de technologies, il est alors un élément essentiel dans le renouveau de l'analyse des processus d'industrialisation, et par-là une dimension contribuant au renouvellement de la pensée de l'économie du développement.

² Notamment les travaux de : Bagnasco 1977-1988, Brusco 1982, Garofoli 1981-1983, et de Fuà 1985.

Ce renouveau du rapport entre développement et territoire permet de mettre l'accent sur de nouvelles variables dans les processus de transformation économique. En d'autres termes, *« l'analyse des territoires montre que le développement se déploie à partir d'un système d'interrelations, de circulation d'information, de production et de reproduction des valeurs qui caractérisent un mode de production. Cela signifie que les facteurs critiques du développement sont historiquement enracinés dans la réalité sociale locale et ne sont donc pas facilement transférables à d'autres espaces : le développement apparaît en définitive, comme un processus social et non comme un processus uniquement technique. Le territoire devient ainsi un facteur privilégié du développement dans la mesure où il inclut tous ces facteurs - historiques, culturels, sociaux - qui sont à la base de modèles spécifiques d'organisation de la production (les mondes réels de la production, R. Salais, M. Storper, 1993) et de la continue interaction entre sphère économiques et la sphère sociale »* (Courlet, Pecqueur, 1997).

Cette analyse de Courlet et Pecqueur permet d'élargir le spectre et l'étendu des liens entre développement et territoire, qui dépassent les simples liens traditionnels vers une construction en ensemble, dans la mesure où chaque territoire a son propre développement qui le caractérise, d'où la construction historique et sociale de ce dernier, qui ne résulte plus de simples stratégies globale ou de plans uniques universels pour l'ensemble, négligeant la réalité locale concrète des problèmes du développement, notamment dans le cas des pays les moins avancés. D'un point de vue théorique, ces auteurs avancent *« il faut s'intéresser au travail d'une spécialiste de la sociologie de la globalisation, Saskia Sassen. Celle-ci a été la première à monter, dans sa fresque du Moyen Âge à nos jours, l'hypothèse de l'émergence du territoire comme nouvelle logique organisationnelle au sein de laquelle d'anciennes capacités sont repositionnées et de nouvelles forgées. Le territoire comme mode contemporain de regroupement d'acteurs commence à prendre forme »* (Courlet, Pecqueur, 2013).

D'autre part, pendant ces deux dernières décennies, on assistait à un contexte marqué par la récurrence des crises et des mutations profondes, le passage à une époque d'après trente-glorieuses, une économie post fordiste, la globalisation et l'interdépendance des économies, le changement du rôle de l'intervention étatique, tout un ensemble de mutations contribuant à une résurgence du local et de la dynamique des territoires. Ainsi, comme l'avance Pecqueur, ce contexte de mondialisation contribue même à renforcer l'émergence des territoires, *« la marche vers le global avive les stratégies régionales voire locales. La globalisation met en exergue les modalités d'organisation des branches industrielles à l'échelle mondiale autour des grands marchés différenciés. C'est le cas de l'industrie agroalimentaire, de l'automobile ou encore de l'industrie pharmaceutique. La concurrence à l'échelle mondiale produit la segmentation des marchés et une régionalisation (au sens où une région représente un continent). Une telle approche macro-économique ne rend cependant pas compte des observations menées depuis plus de vingt ans sur les structures industrielles, notamment par les économistes italiens qui ont mis en évidence, à travers les districts industriels et la spécialisation flexible, le rôle du site d'implantation de l'activité industrielle »* (Pecqueur, 2003).

Ce contexte mondialisé, remet en cause la théorie des avantages comparatifs dans la mesure où l'avantage n'est plus basé seulement sur des ressources matérielles existant sur le territoire, mais il intègre de plus en plus des ressources construites ou acquises, c'est-à-dire les compétences, les savoir-faire, les qualifications, le progrès technique, l'innovation... ; en d'autres termes, il s'agit de l'investissement en capital humain local et dans sa formation. Dans leur article intitulé *« Learning region et systèmes territoriaux de production »*, Maiilat

et Kebir avancent que « *dans le cadre de la globalisation en effet, les nations et les entreprises doivent fonder leurs avantages compétitifs sur leurs ressources immatérielles et la capacité des acteurs à collaborer et à développer entre eux des synergies (untratedinterdependencies)* » (Mailat, Kebir, 1999, p. 40), d'où l'intérêt porté à la mise en réseau des acteurs sur un territoire autour des projets portant sur la promotions du capital humain, l'investissement dans l'innovation et dans le progrès technique, donnant ainsi au territoire son avantage et son insertion dans la scène mondiale.

Par ailleurs, ce même contexte exige une dynamique économique localisée fondant la compétitivité des entreprises et des pays. De ce fait, on voit apparaître des formes d'organisations locales à vocation mondiale, tel le cas de la stratégie française des pôles de compétitivité, initiée en 2004 visant à combiner et à mobiliser des facteurs clefs de la compétitivité territoriale locale et d'être plus compétitif au niveau mondiale. De même, l'apparition du néologisme « *glocalisation* » au Japon, qui combine à la fois les tendances globales et les réalités locales, rejoint cette réflexion dans la mesure où ce concept désigne un mode de gestion à la fois global et local dans le cadre d'une économie mondialisée ; il s'agit de l'ajustement de l'offre selon la clientèle locale pour les entreprises, c'est une nouvelle imbrication local/global qui se confirme dans la multiplication des formes d'organisation territorialisée de la production. S'ajoute à cela une demande forte et croissante exigeant des produits adaptés de qualité et une segmentation de la demande qui remet en question l'uniformisation et la standardisation marquant la période fordiste. De ce fait, la globalisation ne signifie pas l'uniformisation et la modélisation, mais plutôt suscite plus de différenciation et de spécialisation des acteurs au niveau territorial là où le global et le local s'entremêlent.

Dans le même ordre d'idées, aux États-Unis par exemple, « *parallèlement à l'internationalisation croissante de l'économie, on note une tendance très forte à la décentralisation, à la territorialisation et à la revitalisation économique et industrielle au niveau local (Etats, villes, comtés). Il y aurait une complémentarité entre les interventions massives de Washington et les multiples initiatives locales. « L'économie-territoire » serait la dernière-née du redéploiement du capitalisme américain (Dommergue, 1986, 1988). On peut aussi évoquer le rôle des landers en Allemagne ou des régions en Espagne* » (Courlet, Pecqueur, 2013).

Les pays africains de leur part, et notamment le Maroc, ne peuvent pas être à la traîne de cette nouvelle dynamique territoriale, au contraire, ce sont eux les plus concernés du fait des stratégies nationales de développement qui ont été adoptées depuis leur indépendance, et qui se sont fondées en premier lieu sur des modèles conçus sur des réalités sociales, économiques et géographiques spécifiques à leurs anciennes puissances coloniales, ou à celles des pays avec qui ils partageaient les mêmes orientations idéologiques. Cependant, durant les années 60 – 80, ces pays assistaient à des expérimentations de modèles de développement pilotés par l'Etat, par la suite ceux d'inspiration libérale marquant une période qualifiée de la « *décennie perdue du développement* ». Certes, à partir de la décennie 90, marquant un retrait de l'Etat de la vie économique et sociale à la faveur des processus de décentralisation et de déconcentration en application directe du principe de subsidiarité, la majorité de ces pays adoptent des stratégies de développement dit par le bas (développement local et ensuite territorial), dans lesquelles les pouvoirs publics ne jouent qu'un rôle de facilitateurs des initiatives émanant des acteurs locaux (collectivités territoriales, associations, acteurs économiques...).

A ce niveau, il convient de rappeler que l'introduction du territoire dans l'analyse conduit à redécouvrir la pluralité des modes de production et la variété des trajectoires de développement, permettant ainsi de mettre le point sur une nouvelle question qui s'impose, celle des disparités territoriales. C'est la raison pour laquelle la vocation actuelle d'une régionalisation plus poussée et avancée s'inscrit parfaitement dans cette dynamique, celle d'un élargissement permettant de mettre l'accent sur de nouvelles variables dans le processus de transformation économique et de rompre avec une longue tradition de modèles économiques typiques que les pays sous-développés sont censés de suivre, visant ainsi à réduire les écarts de développement interrégionale, bien cibler les zones les moins avancées et de les doter des prérequis afin d'assurer leur décollage économique et de garantir leur rattrapage.

Un ensemble de variables caractérisant les territoires, et notamment les régions, tel « *les rapports de collaboration entre les entreprises, les rapports entre le système productif et le système socio-institutionnel, les savoir-faire et la mobilité des travailleurs dans l'agglomération de la production, le rôle des institutions locales spécifiques qui interviennent pour appuyer le développement des entreprises (centres technologiques, centres de services spécialisés aux entreprises, écoles de formation professionnelle, agence de développement local, etc.)* » (Courlet, Pecqueur, 1997). Ce sont des traits caractérisant la position cruciale de la dimension territoriale dans les schémas du développement, vu notamment leur ancrage territorial et leur capacité à promouvoir leur propre dynamique économique locale, leur permettant ainsi d'apparaître comme des niveaux d'intervention adéquats dans les processus de développement notamment pour les économies émergentes et en transition.

Ainsi, l'intérêt porté au territoire et à la pensée locale et du développement territorial nous amène à nous intéresser au fondement de cette récente piste de recherche dans le titre qui suit.

2. L'émergence de la pensée locale et du développement territorial : de nouveaux champs de recherche en constitution continue créant de nouvelles logiques de développement

Au milieu des années 70, on assiste à l'émergence du concept de "local", et précisément les prémices de la pensée sur le développement local. En effet, avec la crise du système fordiste, la domination des politiques libérales et l'entrée dans l'ère de l'ajustement structurel dans les pays du sud, le niveau local semble être le niveau le plus pertinent pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des politiques de développement qui viennent de se substituer aux politiques parachutées par le haut, et cela en se focalisant sur la mise en valeur des ressources et la mobilisation des acteurs locaux. Ce changement de niveau est vu comme une nouvelle manière de limitation de l'interventionnisme étatique, d'autres le perçoivent comme une alternative aux échecs des politiques de développement qui ont été appliquées dans les pays sous-développés au cours des années 50 et 60, alors que dans les pays du nord il est perçu comme une nouvelle phase des politiques d'aménagement territorial.

Cependant, ce niveau local suscite de nombreux débats et de nombreuses controverses, notamment en ce qui concerne sa définition et son identification. Le niveau auquel se situe le local est-il un simple niveau de découpage administratif ou bien une dimension démographique et géographique déterminée ? Une vision le critique en le présentant comme très petit, étroit, enfermé et limité, tandis qu'une autre le voit comme une notion vague, floue et imprécise. Un ensemble de critiques et de limites pousse à mener une série d'études et

d'expériences de terrain afin de bien cerner ce niveau qui s'impose, d'où l'apparition des tentatives de théorisation et de réflexions sur la question du développement local, dans un premier temps, et territorial dans le second. Ce dernier vient de s'imposer et d'être actuellement reconnu comme un champ de recherche à part entière, et devient un point central dans les politiques publiques de développement.

Le contexte des années 80, marqué par le post fordisme et la crise des politiques de développement a contribué à l'acceptation et la mise en place des principes de base du développement local que Greffe X. présente comme « *un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il met en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles* » (Greffe, 1984). Pour Pecqueur, le développement local « *consiste à mettre en évidence une dynamique qui valorise l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent* » (Pecqueur, 2005, p. 298). Ainsi, le développement d'un territoire devrait à la fois tenir compte des besoins et des aspirations de l'ensemble des composantes du tissu local et de ses acteurs, et mettre en œuvre des stratégies et politiques concertées pour un développement intégré. Il s'agit d'une nouvelle logique d'autonomie revendiquée vis-à-vis des centres décisionnels politiques ou économiques.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le local apparaît comme une réponse aux questions posées dans les pays du nord tout comme du sud. De même, le processus de la globalisation a renforcé de plus en plus la prise en compte du local et de l'importance du territoire³, dans la mesure où la globalisation met en concurrence les populations et les territoires qui se trouvent parfois marginalisés à cause d'un manque de dotation en facteurs de production ou de compétitivité existant de façon disparate entre les territoires, ce qui pousse à la recherche et à la mise en valeur des ressources non traditionnelles dans le but d'intégrer le marché mondial et de résister à la marginalisation.

C'est dans ce sillage qu'apparaît le développement territorial comme une nouvelle vision du local que Pecqueur définit comme « *tout processus de mobilisation des acteurs qui aboutit à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation aux contraintes extérieures, sur la place d'une identification collective à une culture et à un territoire* » (Pecqueur, 2005, p. 298). De cette définition peuvent être dégagées trois affirmations centrales autour de ce qu'est le développement territorial ; il est une construction des acteurs, il vise à mettre une stratégie d'adaptation pour les acteurs locaux vis-à-vis de la globalisation, aussi le mécanisme de territorialisation repose-t-il sur le principe de spécification. Il s'agit de trouver des combinaisons optimales de ressources et de facteurs de production permettant la dynamique du territoire, ce qui constitue une nouvelle approche des processus de développement.

En général, on peut constater que, pendant les années 50 et 70, la majorité des politiques de développement adoptées dans les pays du nord (politiques d'aménagement) comme dans les pays du sud, sont des politiques marquées par une grande présence des pouvoirs publics ayant pour objectif d'allouer et de la réallouer les ressources dans des espaces déterminés visant quelques industries et secteurs, ce qui a engendré l'apparition des disparités territoriales et la marginalisation de certaines zones dans les pays du nord et du sud. Par le fait même, ce sont des politiques fortement centralisées avec une vision globale éloignée de la réalité des zones

³ Ce que nous savons soulevé dans le titre précédent (1)

en difficulté, et qui se basent sur l'exploitation des ressources extérieures, à savoir l'intervention des pouvoirs publics dans le nord et le financement public des projets de développement dans le sud. Finalement, ces politiques ont été élaborées et mises en œuvre par des spécialistes du haut sans impliquer les acteurs locaux (Kassé, 2009, p 246-294).

À l'inverse de ces politiques, la philosophie portée par la pensée du développement local et territorial est totalement différente, dans la mesure où elle se présente premièrement comme un processus, un chantier de transformation qui se base principalement sur la mobilisation des acteurs locaux qu'il faut impliquer dans toutes les phases de ce processus afin d'élaborer, à partir de leurs besoins, des stratégies adéquates à leur situation (Teisserenc, 1994, p187-195). Deuxièmement, les actions dans le cadre du territoire visent la valorisation et la mobilisation des ressources locales matérielles ou immatérielles, tout en faisant référence à un système de gouvernance locale de partage du pouvoir entre les acteurs permettant ainsi la concrétisation des projets élaborés dans le cadre de ce processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire. Cette valorisation des ressources et des capacités locales porte sur la réalisation de nouveaux projets de développement et l'amélioration des activités déjà existantes, cela en plaçant l'innovation et la créativité des acteurs locaux au centre de ce processus.

Tout semble indiquer que le local s'enrichit et se précise avec la notion de territoire. Le développement local devient un développement territorial, et le niveau « méso » surgit et caractérise cette approche territoriale *« elle saisit le local comme une échelle spécifique de développement, que l'on qualifie souvent de « méso », entre micro et macro, entre microprojets et facteurs régionaux de développement »* (Courlet, Pecqueur, 2013, p. 25), cela est dû à la mobilisation des acteurs et à l'émergence des modes de coordination et de régulation plus souples et adaptés. Dès lors, le territoire n'est plus une donnée correspondant à un niveau de découpage administratif et institutionnel (Pecqueur, 2004), il devient un construit bâti par ses propres acteurs, il n'est pas seulement une base géographique mais il est également un milieu et a une dimension socioculturelle qui a un rôle central dans son processus de développement.

Le territoire devient le lieu de production de l'innovation et de stimulation de la dynamique économique locale et de ce fait, un angle d'attaque pertinent face à la question des inégalités territoriales basé sur la valorisation des ressources locales. De même, Abdelmalki et Courlet avancent que la coordination des activités économiques dans un territoire se fonde généralement sur des institutions dans la mesure où *« le processus de coordination des activités économiques est, par nature, un phénomène institutionnel »* (Adelmalki et al., 1996, p. 183), et par-là, la densité institutionnelle d'un espace en fait un territoire, de ce fait, la dimension institutionnelle est particulièrement importante du fait qu'on ne peut pas trouver un territoire sans institutions ou organisations qu'elles soient formelles ou informelles. Elles constituent un cadre pour l'action collective des acteurs dans leurs interactions et leurs négociations, à tel point que l'efficacité des institutions territoriales permet l'amélioration de la gouvernance et de la gestion de l'affaire locale, de diminuer les coûts inhérents aux transactions et finalement, d'assurer un climat propice pour la dynamique et le développement de l'activité économique.

À cet égard, les limites face aux avancées théoriques de la pensée du développement local se trouvent dépassées voire surmontées avec les apports de l'économie territoriale et les contours autour du local se dessinent avec l'introduction du concept du territoire en lui portant le contenu qu'il lui manquait. Ainsi, Courlet et Pecqueur avancent que *« les chercheurs de ce*

courant tentent de fonder le territoire comme une catégorie d'analyse économique, et estiment nécessaire d'intégrer une fine connaissance des phénomènes d'organisation industrielle, les questionnements d'ordre socio-institutionnel, entre autres, dans leur raisonnement. Il s'agit de dépasser une analyse qui ne fait du local qu'un facteur supplémentaire lié aux dispositifs spatiaux sans finalement reconnaître l'existence même des territoires. (Courlet, Pecqueur, 2013, p. 45). L'économie territoriale apporte aussi une grille d'analyse et une nouvelle dimension aux processus de développement, donnant lieu à une contribution théorique aux approches du développement local et leurs élargissements légitimant son passage pour qu'il devienne territorial.

D'autre part, Ferguène A., dans son ouvrage portant sur l'économie territoriale et développement local, stipule que « *L'économie du développement n'a pas tenu ses promesses en matière de création de richesses et d'emplois. La pauvreté n'a pas été éradiquée et les inégalités se sont aggravées. En outre, le chômage est désormais un fléau structurel et massif. En réaction, la nécessité d'un renouvellement de la réflexion sur les questions de développement est apparue. Parmi les nouvelles approches, celle en termes de territoire et de développement local se révèle particulièrement prometteuse voire féconde* » (Ferguène, 2013).

Le développement territorial se distingue du fait qu'il intègre de plus en plus dans ses approches, des dimensions géographiques, historiques et culturelles et s'intéresse aussi à l'analyse des raisons derrière le développement de certains espaces ou régions, alors que d'autres n'arrivent pas à se déclencher. C'est dans ce sens qu'il permet de construire des outils pour saisir la spécificité de chaque situation au lieu d'opter pour la modélisation et la généralisation des modes de développement. C'est pour cela que cette dimension territoriale semble apparaître comme la plus adaptée au contexte des pays du sud, notamment le Maroc, due aux nombreux concepts et théories qu'elle véhicule et qui se présentent plus pertinemment pour analyser des questions qui se posent dans un cadre situé et local dans ces pays, notamment la question des inégalités de développement territorial, que les outils de la théorie néoclassique et libérale apparaissent insuffisants ou limités.

À ce niveau, et après un survol théorique sur la notion de territoire, de son importance dans l'analyse économique et de l'importance de la vision territoriale du développement ainsi que son apport pour les pays en développement, perçu comme un cadre permettant d'assurer la dynamique locale et par conséquent d'aboutir à un rattrapage des territoires en difficulté au sein de ces même pays, contribuant ainsi à l'éradication de la problématique des inégalités interrégionale caractérisant leurs territoires. Il s'avère édifiant de s'intéresser, aux états des lieux de cette question au Maroc pour s'attarder sur les incidences économiques et politiques de ces disparités dans ce pays.

3. Le Maroc face à la question des inégalités de développement territorial : une analyse des disparités de croissance et de développement entre les régions marocaines

La question des inégalités de développement territorial se pose au Maroc tant entre ses régions, qu'entre les secteurs, les revenus et les niveaux de productivité. Elles réduisent la dynamique de l'économie marocaine en empêchant l'intégration de tous les acteurs économiques dans le processus de développement.

Ainsi, les conséquences principales de ces disparités tiennent leur origine du degré de concentration de la population sur des espaces privilégiés, ceci est principalement expliqué

par le phénomène de l'exode rural vers les grandes villes. On constate que ces dernières sont les plus attractives, dont les villes portuaires ou très proches du littoral. Casablanca est par exemple quatre fois plus peuplée que Rabat et cinq à six fois plus peuplée que Fès ou Marrakech (*Haut- Commissariat au Plan, HCP, 2014*), sachant que ces deux dernières sont considérées comme les villes les plus peuplées du centre du Maroc. Cela est dû principalement au fait que la population quitte les zones où les revenus sont faibles pour occuper des lieux où les revenus sont à des niveaux supérieurs, de même les citoyens cherchent à s'installer dans des lieux dotés de plus d'infrastructures assurant des conditions de vie plus décentes (routes, eau, électricité, hôpitaux, écoles, ...).

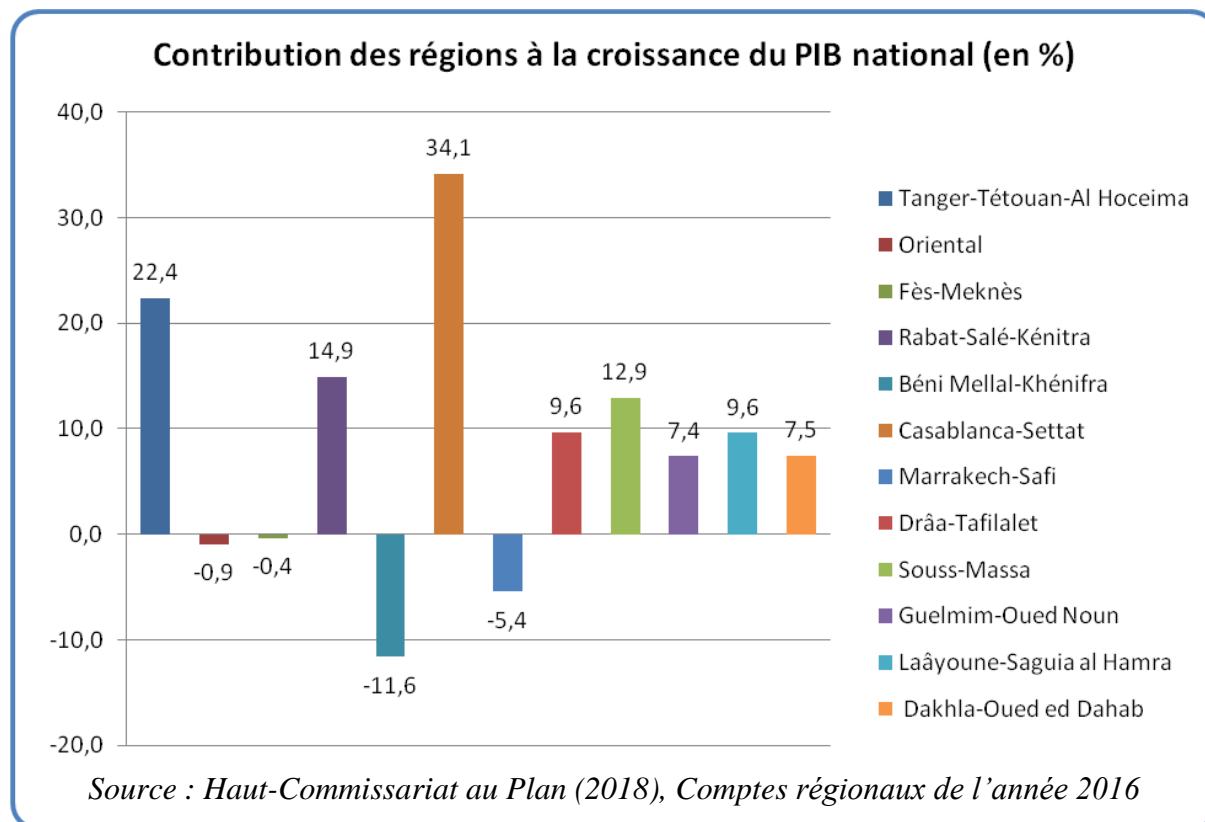
Face à cet état de fait, le gouvernement marocain ne ménage aucun effort pour réduire les disparités territoriales. Le processus de régionalisation avancée et sa mise en œuvre en constitue le meilleur exemple. Cependant, la récurrence de la question inégalitaire en témoigne une fois encore l'insuffisance des efforts entrepris, ce qui pousse à remettre en cause les politiques de développement territorial déjà mises en œuvre.

Le rapport du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) de 2017 évoque la persistance des inégalités socio-économiques au Maroc tant au niveau régional que territorial local. Ce rapport soulève un ensemble d'indicateurs expliquant les inégalités socio-économiques flagrantes tels un taux de pauvreté élevé, un niveau de scolarité faible, l'exclusion à l'emploi, l'inaccessibilité aux soins dans certaines régions marocaines ... etc.

Ajoutant à cela, sur le plan économique, l'apport de chaque région au PIB du pays en terme de création de la valeur ajoutée régionale est très disparate, trois régions concentrent plus de la moitié de la richesse nationale créée selon le HCP soit 58,2 % en 2016 (*le cas de Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima, avec 32 %, 16 % et 10,2% respectivement.*), alors qu'en 2013, c'était quatre régions qui créaient plus de la moitié de la richesse nationale soit 51,2% du PIB selon la même source (*Il s'agit de la région du Grand Casablanca avec 23,4% du PIB, de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer de 11,6%, de Tanger-Tétouan de 8,5% et de Souss-Massa-Draâ 7,7%*). Ce qui justifie le creusement des inégalités entre les régions du pays, et la concentration de la richesse nationale dans trois régions dans un intervalle de 3 ans (de 2013 à 2016).

D'autre part, en se référant aux rapport du HCP concernant les comptes régionaux de l'année 2016, les douze régions affichent des niveaux de croissance très disparates, « *les comptes régionaux de 2016 font ressortir des disparités des taux de croissance du PIB en volume entre les régions. Six régions ont enregistré des taux de croissance supérieurs à la moyenne nationale (1,1%). Il s'agit des régions de Dakhla-Oued-Ed-Dahab (7,6), de Laâyoune-Saguia al Hamra (7,1%), de Guelmim-Oued Noun (6,3%), de Drâa-Tafilalet (4,2%), de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (2,5%) et de Souss-Massa (2,2%) [...]* Dans ces conditions, les disparités du PIB entre les régions se sont accentuées. L'écart absolu moyen (la moyenne des écarts absolus entre le PIB des différentes régions et le PIB régional moyen) est passé de 56,8 milliards de DH en 2015 à 58,1 milliards en 2016 » (*HCP, 2018*).

Par ailleurs, concernant la contribution des régions à la croissance du PIB national en pourcentage, c'est la région de Casablanca-Settat qui accapare 34,1% de la croissance, alors que sa contribution au PIB était à peine de 0,4 point. De même, les régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceima et de Rabat-Salé-Kénitra participent pour 37,3% à la croissance du PIB en volume, soit 0,5 point, avec 0,3 et 0,2 point respectivement. Les neuf régions restantes concentrent 28,6% du PIB en 2016 (*Figure 1*).

Figure 1 : Contribution des régions à la croissance du PIB national en pourcentage

De ce fait, des répercussions non négligeables en terme de développement pénalisent effectivement le rattrapage d'un bon nombre de régions du Maroc, ce qui rend les efforts entrepris insuffisants devant l'urgence de cette question.

Ainsi se justifient les écarts qui s'aggravent de plus en plus entre les régions. Le HCP avance qu'il faudrait environ 24 ans pour assurer le processus de rattrapage interrégionale et d'arriver à une convergence afin de réduire les disparités marquant le territoire national. Toutefois, le rapport du CESE (2017) appuie le même constat en avançant que « *l'examen des indicateurs de dispersion du PIB par habitant montre une distribution inégalitaire à l'échelle territoriale. En effet, le coefficient de variation (plus le coefficient de variation est élevé et plus les inégalités entre les régions sont importantes) est estimé à 0,52, traduisant l'existence d'écarts en termes de niveau de développement entre les régions. En outre, ces inégalités se sont creusées durant la période récente, le coefficient de variation étant passé de 0,35 en 2012 à 0,52 en 2015* » (CESE, 2017).

De même, en se référant au calcul de l'indice de Moran (1950)⁴ de l'auto corrélation spatiale entre des régions adjacentes et contiguës dans le cas marocain, pour les 12 régions, cet indicateur est positif et significatif, aux alentours de 0,34, ce qui indique que les régions à PIB élevé par habitant et celles à PIB faible par habitant tendent à se concentrer dans des zones géographiques distinctes. En combinant ce résultat avec le creusement des inégalités, il ressort

⁴Cet indicateur mesure l'auto corrélation spatiale entre les régions contiguës. Il mesure le degré de ressemblance entre régions voisines en matière de niveau de PIB par habitant. Lorsque l'auto corrélation est positive, des régions voisines tendent à avoir des propriétés semblables, alors que lorsqu'elle est négative, des régions voisines ont des caractéristiques différentes

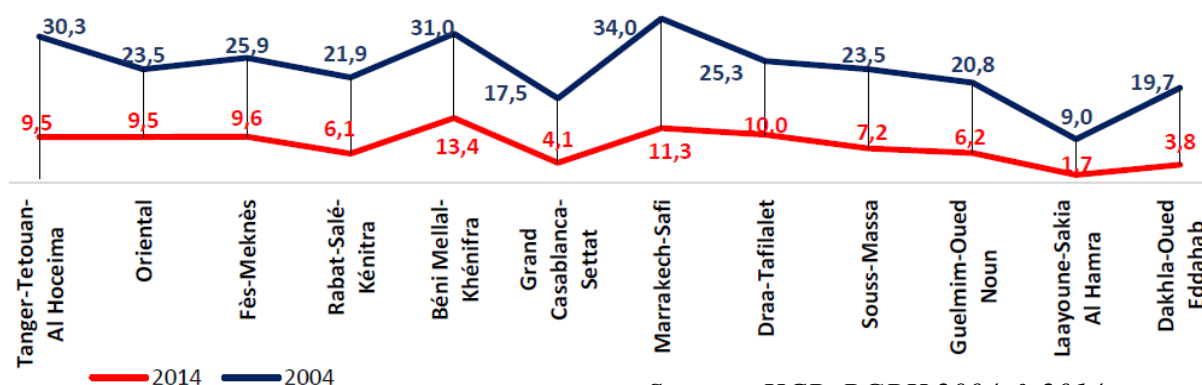
clairement que le Maroc n'est pas arrivé jusqu'à présent à échapper au profil de développement territorial inégalitaire, marqué par le dual Centre-Périphérie, ce qui renvoie à la faible efficacité des politiques de développement territorial qui ont été menées auparavant (CESE, 2017)

Dans le même ordre d'idée, cette inégalité de développement est soulevée aussi par une autre variable économique importante, il s'agit du nombre d'entreprises par région, expliquant l'importance des investissements réalisés ainsi que des valeurs ajoutées créées, générant par la suite des revenus et des emplois nouveaux. Le développement des régions demeure généralement conditionné par l'attractivité du territoire pour l'investissement privé, cependant, pour le cas marocain, on constate une répartition territoriale disparate par région des entreprises par région. En effet « à la fin 2017, 3 régions sur 12 s'accaparaient 55% des entreprises au Maroc, ce qui impacte négativement la croissance et l'emploi des régions les moins attractives. Ces dernières continuent de souffrir de la faiblesse des ressources fiscales propres, vu l'étroitesse de la base fiscale locale, et par conséquent, entretiennent une forte dépendance par rapport aux transferts de l'Administration centrale » (CESE, 2017).

Sur le plan social, la situation est également alarmante. Les inégalités sociales prennent de l'ampleur entre les territoires. Ainsi, le pays affiche des écarts qui se manifestent à travers la pauvreté, le chômage, l'éducation et la santé qui se creusent de plus en plus entre les régions. « Le taux de pauvreté monétaire dépasse la moyenne nationale (4,8%) dans les régions du Draa-Tafilalet (14,6%), Béni-Mellal-Khénifra (9,3%), Marrakech-Safi (5,4%), Oriental (5,3%), Fès-Meknès (5,2%) et Souss-Massa (5,1%). Ces régions regroupent 74% de l'ensemble de la population pauvre » (CESE, 2017). La problématique ici c'est que six régions regroupent près des trois quarts de la population pauvre et qui enregistrent un taux de pauvreté monétaire excédant la moyenne nationale, qui s'établit à 4,8%.

En outre, la pauvreté demeure essentiellement rurale, étant donné qu'en 2014, 85,4% des personnes pauvres vivaient en milieu rural. Parallèlement aux écarts entre milieux urbain et rural, la répartition géographique de la pauvreté laisse apparaître une persistance des inégalités entre régions. Les dernières estimations disponibles du HCP indiquent (figure 2), en effet, ce n'est que la moitié des régions qui enregistre un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale de 8,2%. La région la plus pauvre est de Béni Mellal-Khénifra (13,4%), suivie de Marrakech-Safi (11,3%), Drâa-Tafilalet (10%), Fès-Meknès (9,6%), L'oriental (9,5%) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (9,5%).

Figure 2 : Évolution de l'incidence de la pauvreté entre 2004 et 2014 au niveau régional



Source : HCP, RGPH 2004 & 2014

« Si le taux de pauvreté classe la région Béni Mellal-Khénifra comme la plus pauvre, c'est la région Marrakech-Safi qui abrite le plus grand nombre des pauvres au Maroc. Sa contribution relative à la pauvreté multidimensionnelle à l'échelle nationale atteint 18,5% en 2014, suivie par les régions Fès-Meknès (14,7%), Béni Mellal-Khénifra (12,3%) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (12,3%). Ces quatre régions regroupent 57,8% de la population pauvre » (HCP, 2014).

Les disparités se matérialisent de la même ampleur au niveau de la création d'emploi et d'accès au travail, le taux de chômage varie considérablement selon les régions, *« avec 5 régions sur 12 où ce taux dépasse la barre des 10% et un maximum de 15,7% enregistré dans la région de l'Oriental en 2016. Les inégalités apparaissent davantage au niveau du chômage urbain étant donné que seulement 4 régions sur 12 affichent un taux de chômage parmi les citoyens inférieurs à la moyenne nationale » (CESE, 2017).*

Ainsi, l'arrivée des jeunes sur le marché du travail est le problème central auquel est confrontée la société dans son ensemble. Le chômage est perçu comme un chômage de jeunes, ce qui engendre l'expansion et la diffusion spatiale des activités du secteur non structuré (S.N.S.), se concentrant majoritairement dans des quartiers populaires dont la population active occupe ce secteur.

Cette main d'œuvre non exploitable, qui s'oriente de plus en plus vers l'informel, révèle l'incapacité de l'économie nationale à mobiliser la force de travail tant au niveau national qu'au niveau régional, donnant lieu par conséquent à des disparités économiques et sociales accrues et à un fonctionnement de société à des vitesses variées. Il en résulte une situation sociale de crise particulièrement aiguë dans des milieux urbains.

En ce qui concerne le droit à l'éducation et la scolarisation, des inégalités non négligeables se prononcent. En effet, sept régions sur douze n'arrivent pas à dépasser la moyenne nationale qui est estimée à 5,64 ans, *« seules, la région de Casablanca-Settat et celle de Rabat-Salé-Kénitra, ainsi que les trois régions du Sud, affichent un nombre moyen d'années de scolarité supérieur à la moyenne nationale qui est de 5,64 ans, alors que les 7 régions restantes enregistrent des niveaux inférieurs à la moyenne » (CESE, 2017).*

Finalement, les inégalités sociales persistent également au niveau de l'accès au service de la santé. La première observation concerne la répartition déséquilibrée des médecins au niveau territorial, elle s'avère de plus en plus très concentrée (plus de 40% localisés dans les deux régions de Casablanca et Rabat), s'ajoute à cela un déficit national flagrant en terme d'encadrement médical par rapport aux exigences de l'Organisation Mondiale de la Santé.

En outre, certaines zones rurales et montagneuses souffrent de déficits importants en matière d'offre de soins et ce, en dépit des efforts fournis dans le secteur. Les aspects de ce déficit dans plusieurs communes défavorisées restent multiples, notamment, le manque de personnel de soins, le manque de spécialistes, la faiblesse et la défaillance des équipements et parfois l'indisponibilité des médicaments, sans oublier l'éloignement des centres sanitaires et les délais d'attente excessivement longs.

En fin de compte, cette situation régionale inégalitaire a des incidences nuisibles sur la dynamique économique du pays, ce qui constitue un manque à gagner en terme de développement. De même, la centralité économique autour de l'axe littoral (les régions de : Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceima) et la forte concentration des activités à haute valeur ajoutée, des fonctions et des qualifications

supérieures remarquables autour de cet axe dont dispose cette zone a sans doute des effets et des coûts sur l'économie du pays.

Ainsi, cette concentration engendre sans doute des flux de migration de la population créant en conséquence une dispersion territoriale inégalitaire de celle-ci, faisant de l'axe littoral un espace d'agrégation bloquant toute émergence d'autres pôles dans le reste du pays et pouvant exercer une forte emprise et des effets d'entraînement sur le milieu régional. Cette situation débouche sur une certaine dépendance des autres zones par rapport à un espace central. Les échanges inégaux qui en résultent établissent une économie de drainage au profit d'un centre dominant.

L'examen des inégalités et disparités de développement territorial au Maroc permet d'approuver le constat que le pays affiche une tendance de concentration régionale générant ainsi une aggravation des déséquilibres interrégionaux et de fortes disparités de revenus pour la population, et en conséquence, une aggravation du phénomène de l'exclusion sociale avec des répercussions négatives sur la compétitivité territoriale de la plupart des régions.

Cet état de fait est, en principe, lié à la dépendance du système productif de la majorité des régions aux aléas climatiques et à la forte concentration des activités industrielles dans l'axe littoral, une faiblesse de l'infrastructure dans d'autre régions du centre en constitue également une autre variable aggravant cette dépendance. Dans l'objectif de réduire cette dernière, voire l'éliminer, les pouvoirs publics sont amenés à concevoir des modèles de développement axé sur le territoire, et sur la question de la régionalisation de développement, à travers la mise en place des politiques de développement régionales intégrées visant à atténuer l'ampleur des inégalités entre les différentes régions du pays et de permettre par conséquent à jeter les bases d'un développement durable.

Pour ce faire, une démarche de proximité territoriale privilégiant l'implication de l'ensemble des partenaires économiques et sociaux dans le processus de développement régional devrait être adoptée. De même, l'Etat devrait veiller, dans le cadre d'une politique de lutte contre les disparités sociales et régionales, à instaurer des mécanismes de solidarité entre les régions, entre les milieux urbain et rural et entre les différentes couches sociales, et d'assurer plus d'autonomie de décision aux régions au lieu d'une concentration centrale de la prise de décision, même si le pays a toujours la volonté de transférer plus d'autonomie pour les régions, le cas du projet de la régionalisation avancée en constitue une bonne démonstration. En revanche, la réalité des choses est tout à fait contraire, en effet, la centralisation persiste dans l'administration marocaine et la décision remonte toujours au sommet sans liens directs avec la population concernée.

À la lumière de ce qui précède, la question de l'amélioration de la compétitivité territoriale est devenue d'autant plus pressante compte tenu des macro-tendances en cours au niveau international qui mettent en défi l'économie nationale et donc celle des régions à économie ouverte telle la région Casablanca-Settat et celle de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Par conséquent, la politique de développement régional devrait mettre l'accent sur la mobilisation des avantages compétitifs des différentes composantes du territoire selon la logique du management territorial. Un tel management devrait s'inscrire dans une logique d'assistance financière (en particulier en matière d'infrastructures de base et de services publics) et de création de pôles de développement économique avec un ancrage territorial devant s'appuyer sur les potentiels naturels et humains de la région et mettre en exergue l'efficacité des systèmes productifs dans chaque espace.

L'accroissement de la compétitivité des régions doit s'appuyer sur des études prospectives visant à reconstruire les vocations et les spécialisations régionales en les insérant dans une optique de compétitivité territoriale. Par ailleurs, il apparaît que cette dernière est une donne capitale non seulement à cause du rôle que joue la région, en fournissant aux entreprises des instruments compétitifs relevant du milieu où elles opèrent, mais surtout à cause du rôle qu'elle joue dans les processus de construction des connaissances, des modèles de coopération et de décision sur lesquels se fondent les parcours innovateurs des entreprises et par suite de la région.

CONCLUSION

En fin de compte, le présent travail est une occasion qui nous a permis, dans un premier lieu, de mener une analyse de la littérature concernant la question du territoire perçu comme une dimension absente dans l'analyse économique de développement et, dans un second temps, de soulever la question du développement territorial, chose qui pourra nous faciliter la construction d'un arsenal théorique afin de procéder à une analyse de la question des disparités régionales marquant le territoire marocain.

Ainsi, nous pouvons dire que la question territoriale est au cœur des réformes structurelles au Maroc, les régions sont appelées à acquérir plus de marges de manœuvre leur permettant de devenir des acteurs incontournables de développement, à travers notamment la conception de leur propre programme de développement, cela peut être garanti par la mise en place des modes de gouvernance territoriale permettant aux acteurs de se positionner et de construire des « *avantages comparatifs territoriaux* » assurant leur attractivité pour des investissements nationaux ou internationaux susceptibles de se transférer d'une région à une autre.

L'ouverture du pays sur l'international et son insertion dans un contexte globalisé, notamment par la signature d'un ensemble d'accords de libre-échange, pose ses territoires devant une exigence accrue de développement de par l'existence d'une concurrence étrangère et une compétition sur les ressources, les investissements, mais aussi sur les savoir-faire dans ce jeu mondialisé. De ce fait, la diffusion de la dimension régionale et les modifications successives de la carte administrative ont ranimé de vastes zones caractérisées par un faible dynamisme socio-économique. La promotion administrative de nombreuses localités aboutit généralement à l'amélioration des équipements et infrastructures et favorise l'implantation d'activités génératrices d'emplois (Guérin Pace, F. & Moisseron, J. 2015).

Toutefois, la création d'une base économique de type administratif souffre de sérieuses limites en particulier la faiblesse de la base productive, la concentration et la prépondérance du tertiaire dans des zones précises, ce qui paraît d'autant plus nuisible que les investisseurs, dans le choix des localisations, sont guidés par la recherche de la maximisation du profit et la comparaison des coûts de projets, au prix d'un creusement des écarts avec les régions délaissées par les capitaux. La promotion économique et sociale de ces dernières est court-circuitée par les effets d'économie d'agglomération qui leur font défaut.

D'un point de vue tant économique que social, c'est l'existence d'un vaste secteur non structuré (S.N.S.) informel qui amortit les conséquences de la paupérisation de larges franges de la population urbaine au Maroc. L'incapacité des structures socio-économiques dans certains lieux à satisfaire les prétentions des migrants conduit à la prolifération de petits métiers considérés comme principale source de revenus. Cette économie parallèle ou

informelle s'est gonflée et s'est étendue à cause des mesures d'austérité et de la rigueur budgétaire qui ont marqué les années 80 en application directe du programme d'ajustement structurel, et continuent d'avoir des répercussions sur la situation sociale du pays.

En définitive, si la question des inégalités et disparités de développement territorial au Maroc se pose avec acuité, le pays ne constitue pas l'exception. Ainsi, le phénomène marque les pays en développement ainsi que les pays développés, cette problématique n'existe pas seulement au sein d'un seul pays, en effet, elle est présente voire plus prononcée entre les pays, créant, ainsi, un schéma plus étendu de la disparité Centre-Périphéries (*Singer W. 1950, et Prebisch R., 1959*).

REFERENCES

- Abdelmalki, L., Courlet, C. (1996). *Les nouvelles logiques du développement, globalisation versus localisation*. Paris : L'Harmattan, « Logiques économiques ».
- Adidi A. (2011). De l'aménagement du territoire au développement territorial : quelle transition et quelle articulation ? 1ère Conférence Intercontinentale d'Intelligence Territoriale "I.C.I. les territoires, l'Intelligence, la Communication et l'Ingénierie territoriales pour penser ensemble le développement des territoires", Gatineau 2011, Oct 2011, Gatineau, Canada. pp.11, 2013, INTI-International Network of Territorial Intelligence.
- Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE). (2018). Focus du Rapport Annuel 2017 : Les inégalités régionales et territoriales.
- Courlet C., et Pecqueur B. (1997). Systèmes productifs localisés et développement : le cas des économies émergentes et en transition. In : M.U Proulx (Dir.). *Territoires et développement économique*. Paris. L'Harmattan, p. 49-65.
- Courlet C., et Pecqueur B. (2013). *L'économie territoriale. Collection : L'économie en plus*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Daghri T. (2006). *Economie du développement local : Les fondements théoriques*. Collection Horizon Pluriel.
- El Aoufi, N, Hanchane, S. (2016). *Les inégalités réelles au Maroc - Une introduction*. Economie critique
- Ferguène, A. (2013). *Economie territoriale et développement local : Concepts et expériences*. Editions Campus Ouvert.
- Greffé, X. (1984). *Territoires en France, Les enjeux économiques de la décentralisation*. Economica, Paris.
- Guérin Pace, F. & Moisseron, J. (2015). Introduction. *Maghreb - Machrek*, 226(4), 5-9. doi:10.3917/machr.226.0005.
- Haut-Commissariat au Plan (2018). Les Comptes régionaux. Produit intérieur brut et dépenses de consommation finale des ménages 2016.
- Haut-Commissariat au Plan. (2018). Principaux résultats de la cartographie de la pauvreté multidimensionnelle 2004-2014, Paysage territorial et dynamique.
- Kassé, M. (2009). *Économie du Développement, Références africaine Pensée économique développement et sous-développement*. Tome 1, Panafrica / Silex / Nouvelles du Sud. Dakar.
- Maillat, D., Kebir, L. (2001). Learning Region and Territorial Production Systems. In: *Theories of Endogenous Regional Growth, Lessons for Regional Policies*. Springer-Verlag, Berlin.
- Ministère de l'Aménagement du Territoire National. (2018). Elaboration du rapport « dynamiques et disparités territoriales » Une analyse des dynamiques spatio-temporelles du développement au Maroc (1999-2014).
- Ministère de l'Economie et des Finances - Direction des études et des prévisions financières. (2006). Schéma de développement des régions économiques du Maroc.
- Pecqueur B., (2003). Territoire et gouvernance : quel outil pertinent pour le développement ? In : *Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux : actes du col-*

loque international, 25 - 27 février 2003, Montpellier, France. Dugué Patrick (ed.), Jouve Philippe (ed.). CNEARC-UMR SAGERT, ENGREF, CIRAD. ISBN 2-9520603-0-4.

Pecqueur, B. (2005). Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud. In : Antheaume Benoît (ed.), Giraut F. (ed.) *Le territoire est mort : vive les territoires ! : une refabrication au nom du développement*. Paris : IRD, 295-316. ISBN 2-7099-1574-X.

Pecqueur B. et Zimmerman JB., (2004) *Les fondements d'une économie de proximité*. Paris : Edition Lavoisier.

Prebisch R. (1959). *Commercial policy in the underdeveloped countries*. American Economic Review. P. 251-273.

Singer W. (1950). *The distribution of gains between investing and borrowing countries*. American Economic Review. P. 473-483.

Teisserenc, P. (1994). Politique de développement local : la mobilisation des acteurs. Sociétés contemporaines, N°18-19, Langage en pratique, 187-213. En ligne <https://doi.org/10.3406/socco.1994.1170>.

Annexe : Produit intérieur brut par tête et contribution des régions au PIB

Produit intérieur brut régional par tête et contribution des régions au PIB

